


# PDSC Newsletter





20 Décembre 2020

## N°3.





Cliquez sur le  pour accéder aux articles de presse  
Les articles 1,3,4,7,8 et 9 sont développés.

### *Sécurité Intérieure des Etats*

-  1. Le massacre de 76 paysans au Nigéria revendiqué par Boko Haram
-  2. Nigéria : les 300 élèves enlevés par Boko Haram ont été libérés
-  3. Vladimir Poutine face aux révélations du FSB
-  4. Les Etats-Unis victime d'une cyber attaque

---

### *Conflits armés*




-  5. En Centrafrique, des casques bleus ont été déployés et le chef de l'ONU appelle « à cesser toute hostilité »
-  6. En Ethiopie 25 salésiens dans le piège du conflit au Tigré.

### *Enjeux émergents*

-  7. Lutte contre le terrorisme : Bruxelles veut renforcer le pouvoir d'Europol

---

### *Economie de défense*

-  8. Les Etats-Unis sanctionnent la Turquie pour l'achat des S-400 russes.
-  9. La France connaît désormais le remplaçant du porte-avions Charles De Gaulle.
-  10. L'Union Européenne se dote d'un fonds de 8 milliards d'euro consacré à la défense.

---

Lettre d'information sur l'actualité défense,  
sécurité & citoyenneté

## Le massacre de 76 paysans au Nigéria revendiqué par Boko Haram, un « nouveau message »

Le 28 novembre, au moins 110 paysans ont été tués au Nord-Est du Nigéria. Ce bilan a été dressé par les Nations Unis.

« En début d'après-midi, des djihadistes à motos attaquent des hommes et des femmes qui travaillent dans les champs à Koshobe, à 10 kilomètres de Maiduguri. Les tueries ont lieu dans une rizière, dans des champs et dans des zones marécageuses ». Ce massacre désormais connu comme le Massacre de Koshobe, a été revendiqué par Boko Haram le 1<sup>er</sup> décembre. Pour rappel, depuis l'insurrection de Boko Haram en 2009 plus de 36 000 d'habitants ont perdu la vie et 2 millions ont dû fuir leur foyer.

Les agriculteurs sont une cible récurrente de Boko Haram. En effet, le mois dernier, 22 agriculteurs ont été tués près de Maiduguri. Ils sont régulièrement pris pour cible par les djihadistes car ils sont accusés de transmettre des informations à l'armée et de ne pas payer l'impôt djihadiste.

D'autre part, depuis l'insurrection de Boko Haram, plus de 2 millions d'habitants ont été déplacés, une situation impossible à soutenir financièrement par l'État. En effet, les autorités encouragent les habitants à retourner dans leur village, les camps protégés par l'armée devenant impossible à financer.



CARTE DE LOCALISATION DE KOSHOBÉ AU NIGÉRIA

# Vladimir Poutine face aux révélations du FSB

Lors de sa traditionnelle conférence de presse de fin d'année, qui s'est déroulée en ligne exceptionnellement, Vladimir Poutine s'est exprimé sur les accusations pesant actuellement sur le FSB.

En effet, en début de semaine, le site de journalisme d'investigation *Bellingcat* a publié son enquête concernant l'empoisonnement d'Alekseï Navalny. Cet opposant politique russe avait été exposé à un agent innervant (neurotoxique) de type Novitchok, en août 2020. Dans un état critique, il a été transféré dans une clinique en Allemagne où il est désormais en rééducation. L'enquête de *Bellingcat* accuse un groupe d'agents spécialisés en armes chimiques et issus du FSB d'avoir traqué A. Navalny et d'avoir procédé à son empoisonnement. Le site web base ces accusations sur l'analyse de données mobiles, notamment obtenues via le marché noir russe.

Ainsi, durant la conférence de presse, V. Poutine fut exposé à quelques questions sur l'affaire Navalny, dont l'une posée par un journaliste de la BBC Il reconnaît qu'Alekseï Navalny était espionné et suivi par le FSB, ce que le président juge légitime dans la mesure où A. Navalny était protégé par les États-Unis. Toutefois, le président russe rejette les accusations sur les États-Unis et prétend qu'il s'agit là d'une « ruse » des Occidentaux qui justifierait des attaques à l'encontre de la Russie. Il nie l'empoisonnement en expliquant que le FSB est suffisamment compétent : « Si on l'avait voulu, l'affaire aurait été menée à son terme », laissant en suspens de nombreux sous-entendus.

- Aux questions concernant l'accès aux données mobiles d'agents du FSB, le président de la Fédération de Russie répond que les agents n'ont rien à se reprocher.
- Vladimir Poutine ne mentionne jamais le nom d'Alekseï Navalny. Il utilise des surnoms tels que le « patient de la clinique berlinoise » ou encore « notre célèbre blogueur ».
- Plusieurs morts suspectes sont imputées au président russe, comme le décès de la journaliste Anna Politkovskaïa en 2004, celui de l'espion transfuge Alexandre Litvinenko en 2006 ou encore celui de l'opposant politique Boris Nemtsov en 2015.

# Les Etats-Unis victimes d'une cyberattaque

Le dimanche 13 décembre 2020, l'entreprise de sécurité informatique FireEye a découvert qu'une large cyberattaque était en cours à l'encontre d'un très grand nombre d'institutions et d'entreprises.

Débutée au mois de mars, la cyberattaque a fait de nombreuses victimes en passant par SolarWinds, une société de logiciels américaine, fournisseuse de solutions informatiques. Le malware était activé dès que la mise à jour était faite par le biais d'une invitation à la mise à jour de la plate-forme Orion. Cette mise à jour devait permettre de centraliser la surveillance, l'analyse et la gestion des systèmes informatiques des entreprises.

Pour ces raisons, il est actuellement quasiment impossible d'appréhender l'impact d'une telle attaque. Le nombre de victimes pourrait aller de quelques dizaines à plusieurs dizaines de milliers. La nature de l'organisation capable d'une telle attaque est au centre des interrogations. Les premiers soupçons ont été tournés vers la Russie, car il apparaissait évident qu'une telle attaque, dans son ampleur et sa discrétion, ne pouvait être le fait que d'un service étatique. Mais des doutes subsistent. Les autorités américaines soupçonnent le groupuscule russe ATP29, qui a déjà attaqué les États-Unis et notamment la candidate Hillary Clinton lors de la présidentielle de 2016.

Cependant, les États-Unis semblent être la cible principale. En effet, de nombreuses institutions étatiques étatsuniennes ont été victimes comme les départements du Trésor, du Commerce, de l'Intérieur, de la Santé, certaines parties du Pentagone et l'agence du ministère de l'Energie chargée de gérer le stock d'armes

- Au-delà des États-Unis, l'attaque aurait aussi atteint l'Asie et le Moyen-Orient mais il est pour le moment impossible de déterminer l'ampleur de l'attaque
- Plusieurs réunions de crise au sein des services de sécurité, de défense et de renseignements américains tentent de cibler l'attaquant.
- Si Donald Trump est resté silencieux quant à l'annonce de cette cyberattaque, le futur président Joe Biden s'est dit « très préoccupé ».

# Lutte contre le terrorisme : Bruxelles veut renforcer les pouvoirs d'Europol

Europol est l'agence européenne spécialisée dans la répression de la criminalité créée en 1998. Son principal objectif est de contribuer à la construction d'une Europe plus sûre, au bénéfice de tous les citoyens de l'Union européenne [site d'Europol]. Au début du mois de décembre, la Commission européenne siégeant à Bruxelles a exprimé son souhait de renforcer les prérogatives d'Europol dans la lutte contre le terrorisme.

C'est dans un contexte d'insécurité causé par les récents attentats en France et en Autriche que la commissaire aux Affaires intérieures Ylva Johansson révèle l'importance de « doter Europol de moyens modernes pour soutenir les pays de l'UE dans leurs enquêtes ».

## Propositions pour le nouveau mandat d'Europol :

- Collecter des données par la mise en place d'une base de données sur des criminels et suspects dans le Système d'information Schengen
- Mettre en œuvre une politique commune de contrôle des entrées dans l'espace Schengen grâce à cette base de données
- Réception directe des données personnelles des entreprises privées.
- Emettre des alertes
- Lutter contre la propagande en ligne

Cependant, ces nouveautés soulèvent un enjeu de taille : celui des données cryptées. La limite entre vie privée et sécurité est encore difficile à définir et l'exécutif européen en coopération avec tous les Etats membres tentent de trouver un accès licite et légal aux différentes informations.

# Les Etats-Unis sanctionnent la Turquie pour l'achat des S-400 russes.

Le 14 décembre 2020, les Etats-Unis ont prononcé de nouvelles sanctions contre la Turquie relatives à leur achat de missiles sol-air russes S-400. Ce dossier, ouvert depuis trois ans, envenime les relations américano-turques. Les Etats-Unis sont fermement opposés à un achat de la part des Turcs. Ils ne souhaitent pas voir un membre de l'OTAN acquérir du matériel russe, notamment lorsque ce dernier peut collecter des informations sensibles. La Turquie a donc été exclue du programme F-35 l'année dernière.

Puis de nouvelles sanctions, certes légères, ont été prononcées cette semaine. Elles ont un effet essentiellement symbolique : interdire à certains dirigeants turcs de se rendre aux Etats-Unis et empêcher l'agence gouvernementale turque chargée des achats d'armement de bénéficier de nouveaux permis d'exportation d'armement. Ces sanctions risquent toutefois d'avoir un effet pervers important : renforcer la coopération russo-turque. Ankara pourrait en effet se tourner vers le Soukhoi SU-57 pour s'équiper en chasseurs modernes.

Ces frictions entre l'Alliance atlantique et la Turquie s'ajoutent aux difficultés que rencontre Ankara dans la normalisation de ses relations avec l'Union Européenne. Cette dernière a prononcé des sanctions contre la Turquie pour ses actions en Méditerranée orientale. De plus, Recep Tayyip Erdogan s'est déjà brouillé durablement avec Emmanuel Macron lors de la controverse suscitée par les dernières caricatures de Charlie Hebdo.

## Les sources de tensions entre la Turquie et le reste de l'OTAN

- L'achat d'armement à la Russie par la Turquie
- La violation des eaux territoriales grecques par la marine turque
- L'ingérence turque dans la guerre du Haut-Karabakh
- Le soutien occidental aux milices kurdes à la frontière turco-syrienne
- Le soutien turc au gouvernement d'union nationale libyen

# La France connaît désormais le successeur du Charles De Gaulle

C'est le 8 décembre dernier qu'Emmanuel Macron, alors en visite au Creusot, a officiellement dévoilé les lignes directrices pour l'industrialisation du porte-avions de nouvelle génération (PANG), dont la France se dotera en remplacement du Charles De Gaulle (CDG) dès 2040. Ce projet de PANG avait déjà été annoncé en 2018 par Florence Parly, ministre des armées, à l'occasion du salon *Euronaval*.

Bien que le doute ait plané sur son mode de propulsion, le président de la République s'est montré cohérent en choisissant le nucléaire. Ce dernier dotera le PANG d'une autonomie stratégique bien supérieure au diesel : respectivement 10 ans contre 7 jours. La propulsion nucléaire est maîtrisée de la BITD Navale puisqu'elle équipe les sous-marins français depuis 1971 ainsi que le CDG depuis 2001.

Concernant les caractéristiques techniques du PANG, il sera long de plus de 300 mètres (contre 260 mètres pour le CDG) et pèsera 75 000 tonnes (contre 45 000 tonnes pour le CDG). Ces différences de taille et de masse avec le CDG résident dans la nature du matériel à emporter. Aujourd'hui, la Marine Nationale projette son porte-avions équipé de 30 chasseurs Rafale (20 tonnes par unité) ; demain, elle le fera avec 30 chasseurs du Système de Combat Aérien du Futur, SCAF (30 tonnes par unités). La puissance des chaudières devra permettre au PA de naviguer à une vitesse de 27 nœuds, nécessaire pour le décollage de chasseurs de 30 tonnes.

Si un porte-avions embarque sur son pont quelques 30 appareils, cela est lié à l'étude de divers scénarios militaires. L'armée devant toujours se parer à faire face à la pire des menaces, et aussi dans un souci de dissuasion, 30 chasseurs est le nombre requis pour mener un raid aérien nucléaire tout en assurant la protection du groupe aéronaval.

- Le PANG sera à 100% d'origine française mise à part les catapultes ainsi que le système de freinage des avions qui eux seront américains. L'objectif de mise à flots de ce porte-avions est à horizon 2036, pour une durée de vie estimée à 40 ans.
- De nombreux points restent en suspens comme le système de combat (interopérabilité), le coût d'acquisition et de possession, ou encore la possibilité de construire un deuxième PANG (qui permettrait des économies d'échelle ainsi qu'une meilleure disponibilité).
- Quoi qu'il en soit, la détention d'un tel navire maintiendra la France au rang de puissance mondiale.

# N°3.9